



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

mercredi 27 novembre 2024

Annnonce d'Olga Givernet : l'Etat voudrait-il contrecarrer la justice ?

Alors même que la Centrale Thermique de Provence pourrait voir son autorisation d'exploitation annulée pour ses impacts disproportionnés sur l'environnement, la ministre déléguée à l'Energie vient d'annoncer qu'un accord sur le tarif de rachat d'énergie a été conclu entre l'Etat et GazelEnergie.

FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur et l'ensemble des associations mobilisées s'interrogent sur les dispositions contenues dans cet accord.

Une étude d'impact qui se fait attendre pour un projet climaticide

Pour rappel, en novembre 2023, la Cour administrative d'appel de Marseille a confirmé l'arrêt du Conseil d'Etat¹, en offrant cependant à GazelEnergie la possibilité de régulariser sa situation en produisant devant la Cour, sous 12 mois, une étude d'impact complémentaire, prenant en compte les effets directs et indirects de leurs activités sur l'environnement².

Dans le contexte du réchauffement climatique cette étude d'impact doit aborder l'ensemble des préoccupations que vont générer les prélèvements de bois, notamment : sur le bilan carbone complet ramené au kWh produit, la biodiversité, la santé, les risques, le potentiel de renouvellement de la forêt en lien avec les prélèvements de bois industriels programmés, le rendement énergétique complet, les ressources en eau, les multiples fonctionnalités des forêts, l'impact sur le réchauffement climatique...

La fédération régionale de France Nature Environnement est en faveur des énergies renouvelables mais il s'agit là d'un projet climaticide et nuisible à la santé humaine :

- ➔ Un **rendement énergétique net de 23,24%** : en effet sans récupération de chaleur ce projet revient à brûler 4 arbres dont 3 qui ne feront que réchauffer l'atmosphère ;
- ➔ Un projet surdimensionné avec un **prélèvement de 850 000 tonnes de bois/an dont la moitié dans un rayon de 250km** (ce qui revient à engendrer un prélèvement de 35% de la ressource forestière locale) et l'autre moitié provient jusqu'à présent de **déforestation importée** d'Amérique latine et d'Espagne notamment ;
- ➔ Un projet qui **menace l'écosystème forestier** : aucune vision globale des impacts sur le prélèvement de la ressource en bois n'était envisagée initialement, de même qu'aucune prise en compte des effets du changement climatique et du stress hydrique subis par la

¹ [Arrêt CE, 27 mars 2023, Association France Nature Environnement Bouches-du-Rhône et autres](#)

² [Arrêt CAA Marseille, 10 novembre 2023, Associations France Nature Environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur et autres](#)

forêt. D'autres industries, présentes sur le territoire, mobilisent déjà fortement nos forêts (papèterie de Tarascon, centrales biomasse de Pierrelatte et de Brignoles) ;

- ➔ Un projet ayant des impacts sur la santé humaine en raison des émissions de poussières et de gaz à effet de serre.

À ce jour, l'étude d'impact complémentaire semble avoir été produite et transmise aux services de l'Etat. Une nouvelle enquête publique relative à cette étude devrait avoir lieu dans les mois à venir, en janvier au minimum.

La déclaration de la Madame la Ministre, qui annonce un contrat sur les huit prochaines années, suggérant que la Centrale aura toutes les autorisations nécessaires pour fonctionner, interroge quant au respect de l'Etat des décisions de justice à venir.

Des finances publiques sous tensions et des choix hasardeux

L'Etat promet donc de financer le coût de l'énergie à hauteur de 800 millions d'euros, sur 8 ans, soit 100.000.000 euros tous les ans. Une information vient compléter cette annonce : **la Centrale fonctionnera à la moitié de ses capacités, afin de ménager les finances publiques**³.

Les objectifs de production de la Centrale passeront ainsi de 6% de la consommation d'électricité en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, à 3%. **L'Etat nous annonce donc financer 3% de la consommation annuelle d'électricité pour 100 millions d'euros par an.** Cette somme ne serait-elle pas mieux dépensée en allouant ces fonds à la production d'énergies moins carbonées et aux impacts sur l'environnements bien plus réduits (photovoltaïques, éolien...)?

La question sociale n'est pas à opposer avec les enjeux environnementaux

France Nature Environnement veut réconcilier l'être humain et son environnement, aussi la question sociale doit être posée.

Pour autant, la réponse de GazelEnergie et de l'Etat ne va pas dans le sens d'une transition écologique et énergétique durable. D'autres solutions existent, et GazelEnergie tout comme l'Etat pourraient accompagner les salarié-es vers une autre transition, des métiers tournées vers l'avenir, engageant la sobriété, respectueux de la planète, de ses habitant-es et de la biodiversité. Il est grand temps de changer d'orientation.

Contacts presse

- ➔ Gilles MARCEL, Président FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur : 06.08.89.75.54
- ➔ Nathalie CHAUDON, Directrice : 06.20.48.15.59
- ➔ Aurélien NICOLLE ROMIEU, Chargé de Mission Climat Energie : 07.66.42.50.49

Pour aller plus loin

- ➔ [Dossier FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur, Centrale biomasse de Gardanne](#)
- ➔ [Article FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur, L'exploitant doit revoir sa copie](#)

³ [France Bleu Provence, Les emplois à la centrale électrique de Gardanne sont sauvés, l'activité va redémarrer, 26 novembre 2024](#)



France Nature Environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur est la fédération régionale de France Nature Environnement. Elle regroupe, avec ses fédérations départementales, près de 250 associations sur tout le territoire régional, soit plus de 27 000 bénévoles. Le réseau FNE en Provence-Alpes-Côte d'Azur œuvre pour réconcilier l'Humain et l'Environnement en s'impliquant dans les grands débats régionaux et locaux tout en portant des projets à chaque échelle de territoire. Retrouvez-nous sur <http://www.fnepaca.fr> et sur les réseaux sociaux (@FNEPACA).